

POLICE : CE QUE LA ZSP VA CHANGER



TROIS QUESTIONS À

Daniel Chomette, Secrétaire départemental du syndicat UNITÉ SGP POLICE FO

■ Que vous inspire la création de cette ZSP à Grenoble et Echirolles ?

« Je trouve le constat bien fait et les problématiques correctement analysées. Vouloir agir à différents niveaux notamment ceux de l'éducation, de la prévention, de l'emploi... ne peut être que constructif, mais il faut aussi que la réponse judiciaire suive, sinon ça ne servira à rien. Et puis, bien sûr, là où il y a plus de délinquance, il faut plus de policiers! »

■ Il y a eu la police de proximité, puis l'unité territoriale des quartiers. En quoi la ZSP a-t-elle plus de chance d'être «la solution» ?

« Elle n'aboutira pas plus que les précédentes politiques d'action dans les quartiers si elle ne bénéficie pas des moyens humains et matériels nécessaires ! Il faut que les décideurs aillent au bout.

D'ailleurs, un nouveau directeur départemental de la sécurité publique doit être prochainement nommé en Isère et notre syndicat sera très vigilant sur sa façon de se positionner. Car il est évident que de sa volonté de faire de cette ZSP une priorité dépendra son aboutissement ou son échec. »

■ Quels sont les effectifs annoncés ?

« Aucun chiffre n'a été officiellement annoncé mais on parle de 432 fonctionnaires entrés à l'école début 2013 et qui n'en sortiront donc qu'en fin d'année pour être attribués aux 49 dernières ZSP créées. À Grenoble, si on n'a pas, au moins, 30 titulaires de plus, on ne passera pas, je le dis très clairement.

Et il en va aussi de la sécurité des policiers eux-mêmes qui ne peuvent intervenir en sous-effectif sur ces secteurs sans se mettre en danger. En Isère, il nous manque déjà dix personnels sur l'effectif général prévu. Il va falloir remettre à niveau et remplacer ceux qui seront mutés ou partiront à la retraite. Policiers de proximité, îlotiers, Utec... qu'importe comment on les appelle : il faut des policiers sur le terrain ! Mais pas des policiers «de passage» : il faut fidéliser les fonctionnaires sur un territoire donné, qu'ils connaissent les rues, les habitants, les commerçants, les acteurs sociaux, les élus locaux. Le but, c'est de se réapproprier le territoire, de connaître les jeunes, leurs familles, recueillir des informations fiables et rétablir un véritable lien. Il n'y a que comme ça qu'on obtiendra des résultats concrets et qu'on restaurera la confiance de la population. »